SECRETARIAT D'ETAT A L'AGRICULTURE

ABONNEMENTS A L'EAU

Arrêté du Secrétaire d'Etat à l'Agriculture du 31 mars 1962 (25 chaoual 1381), fixant les conditions de délivrance d'abonnement à l'eau à usages domestiques dans les Centres de Mareth et Bir Ali Ben Khalifa.

Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,

Vu le décret du 5 août 1933 (13 rabia II 1352), portant règlement sur la conservation et l'utilisation des eaux du Domaine Public, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété;

Vu l'arrêté du 6 février 1951 (28 rabia II 1370), portant règlement des abonnements à l'eau dans divers centres;

Vu l'arrêté du 31 mars 1956 (18 chaabane 1375), fixant le mode de perception des redevances fixes (minimum de consommation et redevances accessoires) des abonnements à l'eau dans les localités et centres divers desservis par les Régies d'Etat, y compris celles de Tunis et Banlieue;

Vu l'arrêté du 10 janvier 1961 (22 rejeb 1380), relatif au paiement, par les abonnés, des frais d'établissement de branchements,

Arrête :

ARTICLE PREMIER. — Il pourra être délivré des abonnements à l'eau à usages domestiques dans les Centres de Mareth et Bir Ali Ben Khalifa.

ART. 2. — Les dispositions des arrêtés susvisés sont applicables intégralement aux abonnements à délivrer dans les Centres cités à l'article précédent, notamment en ce qui concerne les tarifs de vente d'eau et les redevances accessoires qui suivront les modifications qui seront édictées réglementairement pour la fourniture de l'eau dans les Régies d'Etat.

Tunis, le 31 mars 1962.

Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,

ABDESSELEM KNANI.

VU :

Le Secrétaire d'Etat à la Présidence,

BAHI LADGHAM.

SECRETARIAT D'ETAT AUX POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES

CABINE TELEPHONIQUE

Par arrêté du Secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones du 22 mars 1962 (16 chaoual 1381) :

Une cabine téléphonique publique est créée à Fatnassa, rattachement électrique : Djebel Abiod; centre de groupement : Béja.

SECRETARIAT D'ETAT AUX TRAVAUX PUBLICS ET A L'HABITAT

COMITE NATIONAL DE FACILITATION

Décret N° 62-122 du 13 avril 1381 (8 doul kaada 1381), portant création du Comité National de Facilitation pour la Navigation Aérienne.

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République Tunisienne,

Vu la loi N° 59-122 du 28 septembre 1959 (25 rabia I 1379), portant adhésion de la République Tunisienne à la Convention relative à l'Aviation Civile Internationale signée à Chicago, le 7 décembre 1944;

Considérant l'opportunité — en raison de la mise en service prochaine d'aéronefs plus rapides et de grande capacité, et en vue de favoriser le développement du tourisme en Tunisie — de procéder à l'étude et à la mise en application de mesures destinées à faciliter le transport aérien international, conformément aux normes et pratiques recommandées de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (O.A.C.I.);

Vu l'avis des Secrétaires d'Etat à la Présidence, aux Affaires Etrangères, à l'Intérieur, au Plan et aux Finances, aux Postes, Télégraphes et Téléphones, aux Travaux Publics et à l'Habitat et à la Santé Publique et aux Affaires Sociales,

Décrétions :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé un Comité National de Facilitation chargé d'étudier les problèmes relatifs à la facilitation du transport aérien international sur le territoire de la République Tunisienne.

ART. 2. — Le Comité National de Facilitation a pour attribution :

— d'étudier les normes et pratiques recommandées de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale relative à la facilitation du transport aérien international;

— de proposer, le cas échéant, aux autorités compétentes l'adoption de mesures concrètes en vue de la mise en application des dites normes et pratiques et toutes dispositions visant à la suppression des obstacles qui s'opposent au développement du transport aérien international;

— de préparer les réunions consacrées par l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale à la facilitation du transport aérien international.

ART. 3. — Le Comité National de Facilitation est composé de :

— deux représentants du Secrétariat d'Etat aux Travaux Publics et à l'Habitat dont l'un Président;

— un représentant du Secrétariat d'Etat à la Présidence (Tourisme);

— un représentant du Secrétariat d'Etat aux Affaires Etrangères (Service consulaire);

— un représentant du Secrétariat d'Etat à l'Intérieur (Sûreté Nationale);

— un représentant du Secrétariat d'Etat au Plan et aux Finances (Douanes);

— un représentant du Secrétariat d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones;

— un représentant du Secrétariat d'Etat à la Santé Publique et aux Affaires Sociales.

Les représentants de chaque département sont désignés par décision du Secrétaire d'Etat intéressé.

ART. 4. — Le Président peut inviter, à titre d'observateur, un représentant de toute Compagnie Tunisienne de transport aérien international.

Le Comité peut entendre, en cas de nécessité, des représentants d'autres départements.

ART. 5. — Le Comité se réunit au moins une fois tous les 2 mois. Il est dressé procès-verbal de chaque réunion.

ART. 6. — Les Secrétaires d'Etat à la Présidence, aux Affaires Etrangères, à l'Intérieur, au Plan et aux Finances, aux Postes, Télégraphes et Téléphones, aux Travaux Publics et à l'Habitat et à la Santé Publique et aux Affaires Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel de la République Tunisienne*.

Fait à Tunis, le 13 avril 1962 (8 doul kaada 1381).

P. le Président de la République Tunisienne :
Le Secrétaire d'Etat à la Présidence
et par délégation,

BAHI LADGHAM.